

# *Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable: Comment transformer nos systèmes alimentaires d'ici 2045*

*Résumé*



**Principaux auteurs :** Pat Mooney, Nick Jacobs, Veronica Villa, Jim Thomas, Marie-Hélène Bacon, Louise Vandelac et Christina Schiavoni.

**Groupe consultatif :** Molly Anderson, Bina Agarwal, Million Belay, Jahi Chappell, Jennifer Clapp, Fabrice DeClerck, Matthew Dillon, Maria Alejandra Escalante, Ana Felicien, Emile Frison, Steve Gliessman, Mamadou Goïta, Shalmali Guttal, Hans Herren, Henk Hobbelink, Lim Li Ching, Sue Longley, Raj Patel, Darrin Qualman, Laura Trujillo-Ortega et Zoe VanGelder.

**RAPPORT COMPLET DISPONIBLE SUR:** [www.ipes-food.org/pages/LongFoodMovement](http://www.ipes-food.org/pages/LongFoodMovement)

**CITATION:** IPES-Food & ETC Group, 2021. Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable : Comment transformer nos systèmes alimentaires d'ici 2045.

## Résumé

En 2021, ceux qui œuvrent à la mise en place de systèmes alimentaires justes, équitables et respectueux des limites planétaires ont du pain sur la planche. Les changements climatiques, la perte de biodiversité et le déclin rapide de la fertilité des sols constituent des facteurs qui nuisent gravement à la santé des populations et de la planète, disloquent les sociétés, et menacent les systèmes alimentaires dans le monde entier. Cinq ans après nous être engagés à éliminer la faim dans le monde d'ici 2030, nous avons perdu beaucoup de terrain. En 2019, près de 690 millions de personnes souffraient de la faim et plus de 2 milliards d'individus n'avaient pas un accès régulier à une alimentation saine, nutritive et suffisante. Ces chiffres se sont alourdis avec la COVID-19. En effet, la crise sanitaire a ajouté environ 130 millions de personnes au nombre d'affamés sur la planète, poussé des millions d'individus au bord de la famine et mis en danger un tiers des moyens de subsistance alimentaires et agricoles.

Dans le même temps, le centre du pouvoir dans les systèmes alimentaires, et l'économie mondiale au sens large, se déplace extrêmement rapidement. En 2008, les entreprises les plus puissantes du monde foraient des puits de pétrole et échangeaient des actions. Douze ans plus tard, les cinq plus grandes entreprises du numérique vendent des données et leur valeur en bourse dépasse le PIB de continents entiers. Les nouveaux géants du bio-numérique sont maintenant prêts à passer à la prochaine étape: déverser des mégadonnées et de l'ADN numérique dans les pharmacies, les marchés alimentaires et les systèmes financiers du monde entier. La «gouvernance multipartite» est partout, car les entreprises, sentant les points de rupture sociaux et environnementaux à venir, cherchent à attirer les gouvernements, les scientifiques et une poignée d'organisations de la société civile dans un nouveau multilatéralisme artificiel.

Dans ce contexte, nous examinons à quoi pourraient ressembler les systèmes alimentaires d'ici 2045 si l'on maintenait le '*statu quo* agro-industriel'. Nous imaginons également ce qui pourrait se passer si, au contraire, le flambeau était repris par la société civile et les mouvements sociaux : organisations de base populaire, ONG internationales, coopératives, syndicats, groupes d'agriculteurs et de pêcheurs. Nous réfléchissons à ce qu'un mouvement visionnaire pour une alimentation durable (un "Long Food Movement") pourrait accomplir si ses adhérents arrivaient à penser à très long terme, à collaborer au-delà des secteurs, des échelles et des différences stratégiques, à travailler avec les gouvernements et leur mettre la pression à agir, et à transformer les flux financiers, les structures de gouvernance et les systèmes alimentaires à partir de la base.





## Horizon 2045: le maintien du statu quo agro-industriel (Scénario 1)

Tout d'abord, nous imaginons un système alimentaire «inchangé» et son évolution possible au cours des 25 années à venir, alors que les entreprises et les gouvernements réagissent à la dégradation de l'environnement, à la dislocation sociale, aux reconfigurations géopolitiques et à un large éventail de possibilités technologiques. Les relations de pouvoir restent sensiblement les mêmes dans ce scénario. La société civile, poursuivant elle aussi ses activités comme à l'accoutumée, est en mesure de contester la feuille de route et d'empêcher les pires excès, mais pas de changer fondamentalement de cap.

Au cours des années 2020, les progrès de la numérisation, de l'automatisation, de la biologie synthétique et des technologies moléculaires promettent de rendre les systèmes alimentaires sans risques (et sans présence humaine). De nouveaux acteurs affirment que produire des protéines en laboratoire, laisser l'intelligence artificielle gérer nos fermes, influencer subrepticement le comportement des consommateurs, inventer de nouveaux aliments ultra-transformés, ou soutenir la géo-ingénierie constituent des moyens pour parvenir à la résilience (tout en étant très rentables). Les années à venir verront les systèmes alimentaires ravagés par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et les pandémies. Ces «solutions miracles» finissent ainsi par séduire les décideurs politiques en détresse. Les clés du système alimentaire sont remises aux méga-entreprises du bio-numérique, aux plateformes de données et aux sociétés financières privées qui, grâce à la multiplication des opérations de fusion d'entreprises, deviennent les géants de l'agroalimentaire de demain.

Des algorithmes sont utilisés pour déterminer les conditions de croissance de chaque mètre carré fertile sur terre, les cultures et le bétail sont adaptés (et modifiés) pour répondre à ces conditions, et les écosystèmes sont conçus à partir de données pour un rendement optimal. Des tracteurs et des drones robotisés pour la pulvérisation et la surveillance (un sorte d' «internet des objets de l'agriculture») sont déployés aussi vite que les infrastructures physiques et numériques le permettent (Tendance n°1).

Livrer la sécurité alimentaire à la merci des réseaux numériques et des éventuels problèmes de données est une perspective qui inquiète les gouvernements et les mouvements alimentaires. Le sort des agriculteurs inquiète tout autant. Ils sont contraints de quitter leurs terres pour les «villes intelligentes» et les villages 2.0, ou réduits à de simples cultivateurs pour la vente en ligne. Mais cet avenir «adapté aux changements climatiques» et «sans risque» attire de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, qui décident de mettre terres, ressources et données entre les mains de ceux qui fournissent les technologies et proposent d'acheter leurs récoltes à l'avance. Ainsi, les puissants gouvernements et leurs entreprises porte-drapeau sont en mesure d'utiliser les réseaux logistiques pour contrôler les ressources et les approvisionnements alimentaires à travers de vastes couloirs économiques. Contrairement aux précédents accords de libre-échange (ALE) qui ont ouvert de nouveaux marchés, les ALE des années 2020 et 2030 servent principalement à sécuriser l'accès aux ressources, à protéger les droits d'exploitation des données par les entreprises, et à geler les réglementations défavorables.

Étant donné que la nourriture est considérée comme un atout stratégique, une nouvelle vague d'accaparement des terres, des océans et des ressources se profile, et les goulets d'étranglement du commerce international deviennent de plus en plus militarisés (Tendance n°2).

En aval, du côté des consommateurs, les données recueillies à partir des activités en ligne sont combinées avec les métadonnées générées par l'utilisation de portefeuilles numériques, de services d'alimentation automatisés et d'autres activités quotidiennes. La mise en relation de ces sources de données ouvre de nouvelles possibilités pour suivre, cibler avec précision, et modifier subrepticement les habitudes alimentaires des consommateurs tout en refaçonnant les modes d'alimentation. L'industrie agro-alimentaire investit de plus en plus de ressources dans de nouvelles versions du consumérisme durable et éthique. Les citoyens, quant à eux, sont livrés à eux-mêmes au milieu de chaînes d'approvisionnement de plus en plus opaques et d'un flot incessant d'informations (Tendance n° 3).

### *Horizon 2045: la société civile reprend le flambeau (Scénario 2)*

La dégradation de l'environnement, les menaces à la sécurité alimentaire et la promotion de nouvelles technologies axées sur les données font partie de tout scénario réaliste pour les 25 prochaines années. Mais les trajectoires de l'agro-industrie décrites ci-dessus ne sont pas inéluctables. En réalité, les divisions vont s'accroître aussi bien entre entreprises qu'entre les travailleurs, les sociétés et les consommateurs, car les écosystèmes refusent d'être domptés, les individus refusent d'être poussés à quoi que ce soit, les technologies peuvent mal fonctionner, et des points de rupture environnementaux et sociaux se profilent à l'horizon. Beaucoup dépendra de la mesure dans laquelle les entreprises les plus puissantes, sous prétexte d'agir dans le cadre d'un processus multipartite, parviennent à prendre le contrôle de la gouvernance des systèmes alimentaires.

Dans ce second scénario, la société civile reprend le flambeau en développant des collaborations plus profondes, plus larges et plus efficaces que jamais. Ce mouvement visionnaire est en fait en cours de réalisation depuis longtemps. Des luttes autochtones contre la colonisation aux protestations anti-mondialisation qui ont donné naissance au concept de souveraineté alimentaire, il est clair que la société civile, dans sa diversité de formes et d'échelles d'action, peut constituer un puissant facteur de changement. Si l'on se penche sur ces expériences, il est possible d'identifier quatre ingrédients de base dont les mouvements alimentaires auront besoin pour faire avancer la transformation au cours du prochain quart de siècle: 1) collaborer à de multiples niveaux ; 2) élargir les alliances et restructurer les relations ; 3) mettre en relation engagement à long terme et «analyse prospective» à grande échelle ; 4) être prêt au changement et aux perturbations.

Ces ingrédients sont abondants dans les mouvements alimentaires actuels, même s'ils devront être déployés plus systématiquement que jamais auparavant. La société civile devra notamment être mieux préparée aux nombreuses crises du prochain quart de siècle, ces «cygnes gris», événements dont les mouvements alimentaires ne peuvent pas prévoir la date ni les détails, mais auxquels ils peuvent se préparer. Ce scénario est représenté par quatre voies interdépendantes, jalonnées de réformes et de transformations des systèmes alimentaires:



## VOIE 1

### *Ancrer les systèmes alimentaires dans la diversité, l'agroécologie et les droits de l'homme*

*Au cours des années 2020, les systèmes alimentaires basés sur la diversité font preuve de résistance face aux chocs. Les marchés territoriaux continuent de s'étendre, et les régimes alimentaires se rapprochent de choix éthiques et sains. Fort d'un consensus clair autour de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie, le Mouvement pour une alimentation durable réussit à défendre les droits des marginalisés et à amplifier leurs voix grâce à des processus inclusifs, à la promotion de systèmes diversifiés et agroécologiques, à l'essor de marchés alternatifs, et à des changements de régime alimentaire.*

## OPPORTUNITÉ N°1

**Renforcer la résilience par la diversité et l'agroécologie.** Au cours des années 2020, une importance croissante est accordée aux sols sains, aux diverses variétés de cultures et races de bétail, ainsi qu'aux écosystèmes aquatiques et agricoles dynamiques. Les impacts des différents systèmes de production deviennent plus faciles à mesurer. En 2030, les systèmes agroécologiques sont opérationnels et surpassent l'agriculture industrielle à de multiples échelles. Les peuples autochtones et les paysans continuent de préserver les paysages naturels, de cultiver les espèces négligées et sous-utilisées, ainsi que les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées. Le tout grâce à l'expansion des banques de semences communautaires et des collections vivantes, aux échanges entre pêcheurs et agriculteurs des écosystèmes voisins, et aux formations en agroécologie sur le terrain. Les aliments traditionnels, y compris les cultures mineures à haute tolérance au climat/maladies et à haute valeur nutritionnelle, sont remis au goût du jour grâce aux efforts combinés des mouvements sociaux, des chefs cuisiniers, des responsables des marchés publics et des décideurs politiques. Mais les stratégies des paysans pour protéger la diversité sont constamment mises à l'épreuve, menaçant leur capacité à assurer la sécurité alimentaire jusqu'en 2045. Les bases du soutien politique à l'agroécologie sont également consolidées. S'appuyant sur le Traité sur les semences de la FAO, la société civile parvient à négocier un protocole sur la diversité génétique, tout en instaurant des garanties pour la recherche axée sur les besoins des paysans, et l'échange de semences et de races (y compris entre les pays).

## OPPORTUNITÉ N°2

### **Défendre les droits de l'homme, les droits de la nature, et renégocier le contrat entre l'État et la société.**

Les crises incessantes et la précarité croissante du prochain quart de siècle rendent les droits de l'homme plus importants que jamais. Ils constituent la boussole guidant les mouvements alimentaires. De nouveaux modes de protection sociale prolifèrent au cours des années 2020. En effet, la société civile se bat pour que les droits soient à la fois complets et dissociés de la surveillance des mégadonnées. Les «travailleurs essentiels» bénéficient désormais d'une meilleure reconnaissance dans les systèmes alimentaires, et les droits du travail sont garantis par une série de lois nationales et de règlements internationaux renforcés. Mais cela ne suffit pas: dans les années 2030, les mouvements alimentaires appellent l'État à défendre un accès de base aux droits et aux ressources pour tous (terre, semences, eau, culture), et une production dirigée par les populations, compte tenu de l'expansion des complexes agro-industriels et de l'automatisation de masse. Étant donné que les droits sont au centre des préoccupations, les gouvernements sont contraints de lier la prochaine série d'objectifs de développement («Programme 2045») à un nouveau règlement financier entre les pays du Nord et du Sud. Parallèlement, les mouvements alimentaires explorent toute une série de voies juridiques: ils intensifient leur soutien aux défenseurs des droits civils, et lancent de puissantes campagnes transversales pour établir des droits pour les rivières, les bassins versants, les écosystèmes et la planète, tout en veillant à ce que ces droits ne soient pas utilisés pour chasser les communautés de leurs terres. Dans les années 2040, la famine, la faim, la malnutrition, la mauvaise santé et la dégradation de l'environnement constituent des infractions pénales qui peuvent être portées devant le Conseil des droits de l'homme (ou une Cour pénale internationale restructurée).

## OPPORTUNITÉ N°3

### **Accélérer le passage à des chaînes d'approvisionnement territoriales et à un consumérisme éthique.**

Les marchés territoriaux sont déjà la norme pour de nombreux petits producteurs et consommateurs des pays du Sud, et continuent de se développer dans le sillage de la COVID-19. Au cours des années 2020 et 2030,



les municipalités et les régions décident de mettre l'accent sur la résilience et d'accroître leur soutien. Ainsi, des initiatives de circuit d'approvisionnement court voient le jour. La production alimentaire communautaire et domestique se développe, et les coopératives de producteurs et de consommateurs sont en plein essor. Ces tendances convergent avec un formidable engouement pour l'achat éthique, biologique et «local», et un passage soutenu à des régimes alimentaires végétariens et flexitariens. Ces régimes sont adoptés par pas moins de 80 % des personnes appartenant à des groupes de population (plus riches) qui consommaient auparavant beaucoup de viande. En 2045, environ 25 % de la consommation de petit bétail, de fruits et de légumes dans le monde sont assurés par les fermes urbaines et les ménages et 25 % supplémentaires sont fournis par des systèmes d'approvisionnement alimentaire locaux (“foodsheds”). Selon les producteurs, la moitié de l'offre de l'industrie alimentaire est issue du commerce équitable. Les agriculteurs et les mouvements sociaux font cause commune dans leur opposition aux nouvelles imitations de viande et de produits laitiers industriels, et parviennent à empêcher le déploiement massif de ces produits sur les marchés mondiaux. En 2045, grâce à des outils de données publiques sophistiqués, ainsi qu'à des applications de vérification des faits, de comptabilité analytique réelle et de transparence, les consommateurs sont en mesure de distinguer rapidement les entreprises aux pratiques inchangées (“A-corps”), les sociétés qui s'engagent durablement dans la responsabilité sociétale des entreprises (“B-corps”), et les entreprises coopératives durables (“C-corps”).



## VOIE 2

### *Transformer les structures de gouvernance*

*Au fil des années, le Mouvement pour une alimentation durable lutte contre la mainmise des entreprises sur le système multilatéral et impose une reconfiguration fondamentale de sa propre gouvernance. Face à des crises semi-permanentes, la société civile plaide avec succès en faveur de dispositions d'urgence en matière de sécurité alimentaire qui remplacent les règles commerciales et les contrats d'accaparement de terres, et de mesures sévères contre la concentration de l'agro-industrie et le solutionnisme technologique. Ces mesures sont renforcées par la multiplication de conseils spécialisés en politique alimentaire, d'assemblées délibérantes, et d'autres mécanismes visant à renforcer la participation des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des ONG à la gouvernance des systèmes alimentaires.*

## OPPORTUNITÉ N°4

**Revoir, réformer et reconfigurer les agences des Nations unies chargées des questions relatives à l'alimentation.** En dépit de toutes les lacunes des institutions multilatérales, les mouvements alimentaires sont unis dans leur volonté d'empêcher la mainmise des entreprises sur les Nations unies et leurs organismes ayant leur siège à Rome (RBA). Cette volonté s'exprime tout d'abord par les mobilisations en marge du sommet controversé des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021. Profitant de l'inévitable vide au lendemain du sommet, la société civile s'efforce de réunifier le travail fragmenté des RBA, tout en renforçant les processus régionaux. Avant les années 2030, la société civile a déjà plaidé en faveur de réformes par le biais d'examen indépendants des RBA qui révèlent des problèmes d'inefficacité et des déséquilibres. Elle a également obtenu le soutien de gouvernements bienveillants et de secrétariats des Nations unies, et mis à profit ses capacités croissantes de planification prospective pour influencer l'élection des directeurs de ces organismes. Les réformes qui s'ensuivent permettent de réunir les trois organismes existants sous l'égide d'un Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) rajeuni et très inclusif (qui devient de facto l'organe directeur), et de réaligner le GCRAI avec les autres organismes (ce qui en fait le quatrième RBA). Plus important encore, l'élaboration des politiques est décentralisée et démocratisée grâce à de nouveaux forums régionaux du CSA qui facilitent des dialogues «qui mènent à Rome». Des groupes de travail interinstitutionnels et non hiérarchiques sont relancés et les assemblées délibérantes sont généralisées. Ces réformes contribuent à faire passer les délibérations d'ordre mondial (par exemple, sur l'agroécologie, les marchés territoriaux et les terres) dans la sphère nationale, à établir des dialogues tant au niveau mondial que national autour des réalités locales et des enseignements tirés, et à combler le fossé entre les organisations de la société civile (OSC) travaillant aux niveaux local et mondial.

#### OPPORTUNITÉ N°5

**Lutter contre l'impunité des entreprises et le solutionnisme technologique.** Les années et les décennies à venir verront les mouvements alimentaires faire pression pour que des législations nationales et un traité de l'ONU permettent de surveiller, de réglementer, ou de rappeler les technologies dangereuses ou défaillantes, notamment les systèmes de mégadonnées au cœur des stratégies agroalimentaires. L'impunité des entreprises fait désormais l'objet d'attaques sur d'autres fronts: la pression s'accroît en vue d'obtenir un traité pour contrer le pouvoir des entreprises ; les initiatives en matière de politique antitrust et politique de la concurrence se multiplient ; les protections des investisseurs sont retirées des accords commerciaux et des recours collectifs sont engagés contre des entreprises agroalimentaires dans plusieurs pays. Pour accélérer les progrès, les mouvements alimentaires s'associent à certains gouvernements et à des secrétariats onusiens sensibles à leur cause. Les discussions internationales ouvrent bientôt la voie à des accords antitrust et des conventions fiscales qui ne s'appliquent plus seulement aux géants du numérique, mais s'étendent à tous les secteurs. Dans les années 2030, les négociations aboutissent à une série de traités/protocoles visant à limiter l'impunité des entreprises. Bien que ces accords ne soient ratifiés que par quelques dizaines de pays et que les procès puissent être réglés à l'amiable, leur effet combiné (et leur influence sur le marché) suffit à modifier les pratiques des entreprises mondiales.

#### OPPORTUNITÉ N°6

**Adopter un accord international sur les urgences alimentaires.** Les urgences alimentaires deviennent plus fréquentes dans les années 2020, ce qui pousse les gouvernements à prendre la prévention des catastrophes au sérieux. De plus, les groupes de travail de la société civile ressortent les cadres existants pour élaborer de nouveaux plans dans lesquels la sécurité alimentaire prime sur les accords commerciaux, les contrats fonciers scandaleux et d'autres considérations commerciales ou politiques. Dans les années 2030, des lois types sont appliquées par de nombreux gouvernements, et lorsqu'une crise alimentaire prolongée frappe, il existe une forte dynamique pour accélérer les négociations internationales. Les souvenirs de la lutte pour l'accès aux vaccins contre la COVID-19 et les obstacles créés par les règles de propriété intellectuelle favorisent le processus visant à obtenir du soutien. Étant donné que l'OMC est divisée et que les principaux pays commerçants se recentrent sur l'autosuffisance stratégique, le traité est adopté, et plusieurs pays et régions choisissent d'y joindre des protocoles qui éliminent les obstacles restants. L'industrie agroalimentaire tente de remettre en cause les accords, mais au cours des années 2030, les OSC convainquent les gouvernements que la durée de la crise est indéterminée et que les dispositifs d'urgence doivent rester en place.

#### OPPORTUNITÉ N°7

**Mettre en œuvre des politiques alimentaires, des conseils spécialisés en politique alimentaire et de nouvelles formes de participation citoyenne.** Les mouvements alimentaires s'investissent au niveau international. Ce faisant, ils renforcent et diffusent les politiques alimentaires démocratiques, les assemblées délibérantes et les modèles de gouvernance multisectorielle. Ces pratiques sont tout d'abord adoptées dans les villes et les municipalités, puis suscitent un véritable engouement à l'échelle nationale au début des années 2020. Les mouvements alimentaires engrangent de nombreuses victoires au cours de cette décennie grâce à l'expérience des autorités municipales et des groupes de la société civile, aux réseaux bien établis d'acteurs pionniers, et à la visibilité croissante des villes et des régions dans les négociations internationales sur le climat. Dans les années 2030, les nouveaux processus de délibération du CSA (voir Opportunité n°4) sont liés à d'autres espaces de gouvernance mondiale, permettant ainsi l'élaboration de directives internationales inspirées des expériences locales afin de développer des processus et des organes de gouvernance alimentaire inclusifs.





### VOIE 3

#### Réorienter les flux financiers

*La combinaison des urgences climatiques, des épidémies liées à l'alimentation, des risques et des défaillances technologiques suscite des appels sans précédent à la réorientation des flux financiers existants. Le Mouvement pour une alimentation durable se concentre sur trois domaines: i) les objectifs simples (c'est-à-dire, les cibles les plus facilement atteignables) comme les lignes budgétaires administratives et pour la recherche ; ii) l'objectif plus délicat des principales subventions aux produits de base ; iii) les «externalités» et revenus non taxés des entreprises.*

#### OPPORTUNITÉ N°8

##### Réorienter les lignes budgétaires de R&D et du domaine technique vers des systèmes alimentaires durables.

Dans les années à venir, la société civile cible les sources de financement qui peuvent être potentiellement réaffectées sans débat politique majeur. Elle commence avec la FAO et le FIDA, où l'on estime qu'un tiers des dépenses peut être réorienté au sein des départements ou des lignes budgétaires par des chefs d'agence et des fonctionnaires favorables à ces mesures. Enhardi par son prix Nobel, le PAM accepte également d'intensifier son approvisionnement local durable (visant un objectif de 90 % d'ici 2030 au plus tard) sans trop de réticence. Parallèlement, la société civile cible les flux d'aide douteux qui subventionnent les missions commerciales, facilitent les investissements étrangers dans le secteur des industries extractives, ou font progresser les objectifs géopolitiques des donateurs (c'est-à-dire les formes résiduelles «d'aide liée»). Des sommes encore plus importantes sont récupérées à mesure que les mouvements alimentaires intensifient la pression sur les donateurs bilatéraux afin de réorienter les projets de recherche dans les pays du Sud vers l'agroécologie, réaligner la mission des centres de recherche mondiaux (le «CGIAR»), et réformer leurs propres programmes de recherche agricole.

#### OPPORTUNITÉ N°9

**Revoir les principales subventions aux produits de base.** La société civile se fixe pour objectif de réaffecter autant que possible à la production alimentaire durable les 720 milliards de dollars annuels de subventions alloués aux producteurs de l'industrie agroalimentaire. À l'instar des collaborations intersectorielles qui ont tenu tête à l'OMC il y a quelques années, le prochain quart de siècle verra les mouvements pour l'alimentation, le commerce et le climat s'unir aux groupes d'agriculteurs, de pêcheurs et de travailleurs de l'alimentation. Ils demandent une révision des subventions, des prix équitables et des salaires décents. En raison de l'approche de points de rupture environnementaux, d'une augmentation de l'obésité et d'une meilleure visibilité de l'exploitation des travailleurs dans les plantations, les bateaux de pêche et les fermes industrielles, ces efforts portent leurs fruits d'ici la fin des années 2020. Les subventions pour le carburant des chalutiers sont les premières visées. Les secteurs du cacao, du sucre, de l'huile de palme et des parcs industriels d'engraissement d'animaux sont les prochains à voir leur financement réduit. Des opportunités de réforme se présentent également au niveau mondial, car la flambée des prix des denrées alimentaires et la volatilité des échanges commerciaux deviennent un phénomène régulier. Tirant sur les mêmes ficelles qu'en 2009 pour relancer le CSA, les OSC sont prêtes à mettre à profit la prochaine crise mondiale des prix alimentaires pour recapitaliser le Fonds commun des Nations unies pour les produits de base et le recentrer sur le soutien à la diversification. Dans les années 2030, une poignée de donateurs bilatéraux et de fonds mondiaux détournent leurs investissements des approches de la «nouvelle révolution verte» au profit de l'agroécologie.

#### OPPORTUNITÉ N°10

**Taxer la malbouffe et imposer une fiscalité équitable des entreprises.** Les arguments en faveur de la taxation de l'industrie agroalimentaire, de ses offres les plus préjudiciables pour la santé et de ses impacts les plus polluants se renforceront au cours du prochain quart de siècle. Dans les années 2020, les mouvements alimentaires, encouragés par des mesures efficaces adoptées contre la malbouffe au Mexique et au Chili, déploient des stratégies de campagne préalablement élaborées et enchaînent les victoires dans toutes les régions du monde. Ce faisant, ils dégagent de nouvelles recettes fiscales, portent un coup dur aux bénéficiaires de l'agro-industrie (et donc à sa capacité à fixer les priorités), et réalisent des économies considérables dans le domaine de la santé.

Dans les années 2030, de nouveaux liens sont établis avec les mouvements faisant la promotion de la fiscalité environnementale. Quant aux consommateurs, ils peuvent désormais voir les «coûts réels» de l'agriculture industrielle sur leurs applications. Les taxes qui s'ensuivent – sur le CO2, les toxines, les emballages plastiques et les déchets alimentaires – sont parfois négligeables. Mais, comme pour les subventions, les premiers à prendre l'initiative d'imposer des changements similaires à leurs partenaires commerciaux déclenchent une cascade de réformes et une nouvelle norme mondiale. Encouragés par ces réussites, le Mouvement pour une alimentation durable et ses alliés dans d'autres secteurs décident de porter leur attention sur l'évasion et l'évitement fiscale des entreprises. Ils font alors face à de nouvelles formes de mauvaises pratiques de la part des géants du secteur bio-numérique qui dominent désormais le secteur agroalimentaire. En outre, ils constatent que de nombreux gouvernements sont arrivés à un point tel qu'ils sont prêts à prendre des mesures pour lutter contre ce problème.



#### VOIE 4

##### *Repenser les modalités de collaboration de la société civile*

*Afin de faire progresser les Voies 1 à 3, la société civile doit plus que jamais miser sur la collaboration. Cela signifie qu'il faut gérer habilement les rivalités de longue date, les priorités divergentes et la concurrence pour le financement. Pourtant, de nombreuses collaborations fructueuses montrent déjà la voie, et les crises sociales et environnementales qui s'aggravent ouvrent de nouvelles possibilités.*

#### OPPORTUNITÉ N°11

**Faire de la collaboration intersectorielle la norme.** Les mouvements alimentaires travaillent d'arrache-pied pour surmonter les divers obstacles à la collaboration et pour faire de la stratégie intersectorielle la norme. Même si l'avenir de la gouvernance mondiale est en jeu et que les risques d'une prise de contrôle par les entreprises demeurent, le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 accélère la convergence des intérêts des organisations de la société civile. Les systèmes alimentaires se numérisent, les activistes de l'alimentation durable apprennent rapidement des luttes des militants de la justice numérique, et vice versa. Ils accentuent également leur collaboration avec les mouvements pour la justice climatique et environnementale. Dans les années 2030, le sentiment d'un objectif commun encourage les OSC, les fondations et les réseaux à synchroniser leurs calendriers (des réunions annuelles de conseils d'administration aux calendriers des conférences) afin de faciliter les dialogues intersectoriels, la planification stratégique et les possibilités de cofinancement. Des tensions persistent autour des mesures de survie d'urgence (face à la multiplication des crises) et de l'élaboration de stratégies à plus long terme. En 2045, des progrès significatifs sont réalisés, mais la recherche d'une collaboration plus étroite est toujours en cours et fait l'objet de négociations constantes.

#### OPPORTUNITÉ N°12

**Développer de nouveaux outils pour bloquer les chaînes de produits de base des entreprises et saper les négociations à huis clos.** À partir du début des années 2020, les mouvements alimentaires se développent et partagent les informations liées à leurs activités de surveillance des entreprises. Ils travaillent d'abord avec des alliés proches, puis s'adressent à des OSC progressistes dans pratiquement tous les secteurs. Lorsque l'expansion de l'élevage entraîne la déforestation et l'appropriation des terres, les communautés autochtones, par exemple, entrent en contact avec les travailleurs du secteur agricole et de l'alimentation ayant déjà fait part de leurs inquiétudes au sujet des mêmes entreprises. Tous décident alors de travailler avec les organisations locales de consommateurs et de santé pour «bloquer les chaînes» et préserver les moyens de subsistance. Dans les années 2030, les mouvements alimentaires font également appel aux outils numériques dans le cadre de leur recherche d'une collaboration renforcée. Une plateforme «Agripedia» contribue à faciliter les flux d'informations sur les produits, les entreprises ou les engagements. Des algorithmes d'analyse de documents et des applications de communication permettent aux organisateurs de la société civile de décoder les textes de négociation et d'identifier qui dirige et domine les discussions. Par ailleurs, des outils sont développés pour connecter les communautés et les organisations concernées aux salles de conférence et aux textes de négociation, allant des mairies jusqu'aux assemblées des Nations unies.

### OPPORTUNITÉ N°13

#### Nouer de nouveaux partenariats pour financer la transformation du système alimentaire sur 25 ans.

Le déploiement rapide de l'IA par les entreprises agroalimentaires, l'apparition de systèmes alimentaires basés sur des données et le dépassement des limites planétaires semblent indiquer que les gains réalisés par les mouvements alimentaires sont insuffisants et trop tardifs. Tout en résistant au piège des philanthro-capitalistes d'un côté et des klepto-philanthropes de l'autre, les mouvements alimentaires mettent les donateurs bilatéraux et les fondations progressistes au défi d'envisager de nouvelles formes de collaboration et de responsabilité. En conséquence, dans les années 2030, les bailleurs de fonds alliés passent de subventions de projets à court terme à des cycles de financement de cinq ans, doublent leur financement au moins tous les dix ans et s'ouvrent aux initiatives expérimentales, spéculatives, intersectionnelles et de renforcement de la préparation. Plus important encore, ils sont prêts à mettre la main à la poche et à faire usage de leur influence pour catalyser des changements financiers et politiques plus importants.

## Conclusions

Il est clair que si l'agro-industrie reste aux commandes il sera impossible de ramener la planète et ses systèmes alimentaires dans un espace de fonctionnement sécurisé. En effet, elle continuera à générer de profondes inégalités, à exercer une pression sur les moyens d'existence, à aggraver l'insécurité alimentaire et à nuire à l'environnement. À l'inverse, les quatre voies interdépendantes que la société civile pourrait emprunter pour transformer les systèmes alimentaires permettraient de réaffecter 4 000 milliards de dollars de la chaîne industrielle à des initiatives visant à soutenir la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, réduire de 75 % les émissions de GES provenant des systèmes alimentaires, et garantir des avantages inestimables pour la vie et les moyens d'existence de milliards d'individus au cours des 25 prochaines années.

Néanmoins, un «Mouvement visionnaire pour une alimentation durable» comporte un certain nombre de risques, de défis et d'inconnues pour les groupes de la société civile. Tout d'abord, les possibilités énoncées sont incertaines et les coûts de transaction non quantifiables (par exemple, la perte de temps et de ressources pour les campagnes quotidiennes). Deuxièmement, la combinaison d'un lobbying acharné et de processus gouvernementaux et intergouvernementaux opaques signifie que les victoires obtenues risquent d'être seulement temporaires. Troisièmement, toute stratégie, y compris celles décrites dans ce document, peut potentiellement être récupérée par d'autres acteurs. Enfin, même si ces stratégies permettent de garantir de meilleurs résultats que l'agro-industrie, elles pourraient ne pas suffire à ramener l'humanité dans un espace de fonctionnement sécurisé. Dans ce contexte, on pourrait s'attendre à ce que les OSC décident de transférer les ressources vers des luttes de première ligne pour la survie et la réponse aux crises.

Mais les arguments en faveur de ce Mouvement restent convaincants. Ce mouvement ne nécessite pas l'adoption de stratégies de défense à court terme contre l'accaparement des terres qu'il faudrait ensuite sacrifier au profit de campagnes en faveur d'un nouveau traité international. Au lieu de cela, le mouvement pousse les groupes de la société civile à fixer de multiples objectifs et actions sur une feuille de route pour 25 ans, et à garder cette vue d'ensemble à l'esprit, que ce soit en plein cœur de campagnes de grande envergure, face à un effondrement environnemental et social potentiellement rapide, ou face à l'imposant programme du secteur privé. En ces temps de menaces et de points de rupture sans précédent, ne pas prendre de risques, c'est s'assurer de l'échec.

La société civile peut et doit se transformer. L'histoire montre que lorsque les individus sont contraints par la nécessité ou animés par l'occasion à saisir, ils peuvent s'adapter presque du jour au lendemain. Les guerres, les embargos, les coups d'État et les catastrophes naturelles peuvent transformer les modes de production et de consommation, et donner naissance à de nouveaux réseaux de communication et de coopération. Les vastes changements que la société a connus en s'adaptant à la COVID-19, changements qui auraient pu sembler exagérément optimistes il y a seulement un an, montrent que, demain, tout est possible.



## À PROPOS DE IPES-FOOD



Le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) cherche à éclairer les débats sur la réforme des systèmes alimentaires grâce à des recherches axées sur les politiques et à un engagement direct dans les processus politiques à travers le monde entier. Ce panel d'experts rassemble des scientifiques environnementaux, des économistes spécialisés dans le développement, des nutritionnistes, des agronomes et des sociologues, ainsi que des praticiens expérimentés de la société civile et des mouvements sociaux. Le panel est coprésidé par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et Maryam Rahmanian, experte indépendante sur l'agriculture et les systèmes alimentaires.

## À PROPOS GROUPE ETC



Le groupe ETC aborde les problèmes socio-économiques et écologiques liés aux nouvelles technologies qui pourraient avoir un impact sur les populations marginalisées du monde. Le groupe étudie l'érosion écologique (y compris l'érosion des cultures et des droits de l'homme), le développement de nouvelles technologies (en particulier agricoles, mais aussi d'autres technologies en lien avec la génomique et la matière) et suit de près les questions de gouvernance mondiale, notamment la concentration des entreprises et le commerce des technologies. Il opère au niveau politique mondial et travaille en étroite collaboration avec des organisations de la société civile (OSC) et des mouvements sociaux partenaires, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Le groupe ETC est un collectif de personnes dont les sièges se trouvent au Canada et aux Philippines, et qui compte également des collaborateurs au Mexique, au Kenya, en Uruguay, au Royaume-Uni et aux États-Unis

*Rapport complet disponible sur:*  
[www.ipes-food.org/pages/LongFoodMovement](http://www.ipes-food.org/pages/LongFoodMovement)